

L'important défi des années à venir

Jeudi, 19.11.2015

Il convient de tracer une vision qui arrête de faire croire que tout un chacun peut prétendre à tout. D'éviter de tuer la libre entreprise.

Olivier Ferrari*

Doit-on parler d'altermondialisation, d'associationnisme, de capital social, ou de commerce équitable? D'économie alternative, populaire, ou solidaire? De monnaie sociale, de socialisme participatif, de travail émancipé ou peut-être un peu de tout en même temps? C'est bien là le défi auquel notre époque est confrontée. Il convient de tracer une vision qui arrête de faire croire que tout un chacun peut prétendre à tout. De même qu'il convient d'éviter de tuer la libre entreprise. L'innovation ne doit pas être destructrice, mais bien génératrice d'un meilleur vivre pour la plus grande population possible.

Les problèmes appartiennent à ceux qui n'ont plus d'avenir. L'OCDE a déterminé neuf secteurs économiques qui représentent tout autant d'options de s'engager vers un nouveau paradigme formalisant un développement durable, je veux parler de tout ce qui touche à l'énergie, la chimie environnementale, l'efficacité énergétique, la biologie environnementale, la gestion de l'eau, le conseil en environnement, les transports écologiques, les nouveaux matériaux écologiques et la gestion des déchets.

L'Assemblée générale des Nations Unies qui s'est tenue à New-York en septembre 2015 a adopté une nouvelle feuille de route pour une planète durable. Dix-sept objectifs de développement durable devraient permettre de construire le futur de 8,5 milliards d'habitants attendus sur notre planète. Quinze ans après l'adoption des objectifs du millénaire pour le développement, des progrès importants ont été réalisés, notamment avec la réduction de moitié du nombre d'enfants non scolarisés et en âge d'aller à l'école, la diminution de plus de la moitié de l'extrême pauvreté - elle est passée de 1,9 milliard de personnes en 1990 à 836 millions en 2015 -, ou encore dans la lutte contre la faim et la sous-alimentation.

Si l'objectif de réduction de 50% du nombre de personnes en grande pauvreté, vivant avec moins de 1,25 dollar par jour (1,12 euro), a été atteint dès 2010, il faut y voir notamment l'impact des progrès réalisés en Asie de l'Est et en particulier en Chine. Le développement économique du pays – croissance à un niveau élevé, autour de 8% en 2000, 14% en 2007 et 7% en 2014 – a joué un rôle important, tout comme la décision d'assurer un socle de protection sociale pour la population. En 2012, 99% de la population chinoise bénéficiait d'une assurance de santé de base, contre seulement 16% huit ans plus tôt. Quand ces progrès touchent un pays comptant 1,4 milliard d'habitants, on comprend l'impact sur les statistiques internationales.

Les objectifs de développement durable sont plus qu'une simple énumération de la nécessité d'un changement de paradigme en mouvement, ils représentent aussi une forme de constat de l'emprise de l'humanité sur la planète, de son niveau de développement, de son impact sur tout le vivant mais ils représentent tout autant de potentiel de déploiement d'un développement économique offrant de réelles opportunités de créations d'emplois, que de

nouvelles sociétés et de donner à une humanité les chemins pour s'unir sur un objectif commun relevant d'un seul destin.

En synthèse, les dimensions du développement durable couvrent; la lutte contre la pauvreté, la faim, la santé et l'hygiène, l'éducation, l'égalité entre les sexes, le travail décent et la croissance économique, les énergies propres et d'un coût abordable, la lutte contre le changement climatique, les villes et communautés durables, la conservation de la biodiversité marine et terrestre ou encore la paix et la justice.

De tels objectifs ne sont pas utopistes, ils demandent de canaliser les moyens financiers dans les bonnes directions. Celles-ci ne sont pas dénuées de bon sens, ni philosophiques, ni spirituelles dans leur énumération, elles sont juste le référent d'une civilisation au commencement d'une nouvelle période pouvant conduire à une démocratie réelle de toutes les populations.

Il en est de la capacité tant des États, des entreprises, des institutionnels, que de chaque individu, en fonction des moyens financiers disponibles d'investir à bon escient dans un développement économique industriel durable et humain. Une telle démarche doit se concevoir en respect des particularismes, qui sont une biodiversité sociale, pour le bien commun. La finance n'étant pas le but, mais le moyen de réaliser les objectifs, il faut redonner du temps au temps. En reprenant des valeurs de long terme, avec des retours attendus sur investissement en adéquation, cela permet de recréer les conditions-cadres qui influenceront sur la qualité du travail, la santé, le bien-être de chacun, le niveau de vie, un meilleur développement sociétal, un meilleur fonctionnement des budgets des États et naturellement, répondre aux objectifs de l'ONU. En définitive, si ceux-ci sont représentés par une feuille de route, l'intégrer dans un concept non pas philanthropique, mais bien dans un cadre de développement naturel, ils ne deviendront plus qu'un état de fait.

Une telle prise de conscience, à un moment où tout le monde doute de la croissance économique, induit indubitablement un levier d'amélioration de la qualité de vie en général dans ce temps que la Vie nous donne à l'état de notre condition humaine.

En conséquence, cette formalisation doit passer par une remise à sa place de la finance, une inclusion dans nos horizons de développement de la notion de temps long, de long terme et dans une responsabilisation que nous avons tous, une capacité individuelle de représenter une force collective d'aboutissement. L'État doit mettre à disposition les conditions-cadres de réalisation et non se substituer à la Société civile.

Dans de telles conditions, une amélioration généralisée de la qualité de vie induira positivement sur une croissance effrénée de la population mondiale qui ne pourra que ralentir. Même une stagnation au niveau actuel de celle-ci ne réduit pas les potentiels d'évolutions positives. Il y a tant de portes à ouvrir sur les pays non encore développés, en canalisant des capacités d'investissement vers ceux-ci. Cela offre des potentiels et des raisons de rester en leur lieu d'origine à tous ceux qui, au désespoir d'un bien-être illusoire, s'en vont vers d'autres horizons actuellement. En favorisant l'avènement de ces pays à un bien être propre, leurs habitants pourront en cultiver l'essence de leurs richesses tant culturelle, spirituelle, qu'économique et sociale. Cela réduit la pression sur les pays développés qui ne savent plus comment faire face à une immigration et leur permettra de retrouver une sérénité afin de construire un monde durable et partager des valeurs humaines pour le plus grand bien commun, tout en respectant chacun.

